

# Document

## Contre toute intervention impérialiste en Lybie, par René Balme, maire de Grigny (Rhône)

(<http://www.plumenclume.net>)

**Le 20 mars 2011**

<http://www.oulala.com>

La résolution 1973 des Nations Unies, adoptée jeudi 17 mars 2011 à New York, autorisant le recours à la force contre l'armée libyenne, doit être interprétée comme étant une déclaration de guerre contre le régime de Kadhafi. On peut s'étonner, dans ces conditions, que le parlement français n'ait pas été autorisé à donner son avis sur un acte aussi grave et qui engage la France, sa sécurité et celle des Français. On peut tout autant s'étonner du silence complice qui entoure, au même moment, la répression du mouvement populaire au Barheïn ou ailleurs.

L'intervention militaire en cours, si l'on en croit les médias et les politiques qui relaient le monde des affaires, serait motivée par des considérations humanitaires et bien sûr démocratiques. A l'instar des autres invasions qui ont précédé -Iran, Afghanistan, etc- le discours est identique et tente de faire vibrer la corde de l'émotion en martelant le mot « humanitaire ».

En fait, cette résolution -et ce n'est pas une exception- vise à défendre et à renforcer les intérêts économiques et stratégiques des grandes puissances à la solde des transnationales et du pouvoir financier. « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », affirmait Jean Jaurès et, en ce jour de honte pour la France et pour certains partis qui se réclament de la gauche, je fais mienne cette affirmation. Une résolution poussée par l'autoproclamé philosophe Bernard-Henri Levy et portée par Nicolas Sarkozy, Barack Obama et David Cameron aurait dû en alerter plus d'un. Ces chefs d'Etat va-t-en-guerre qui ont mis en œuvre, dans leur propre pays, une véritable machine antisociale à fabriquer des pauvres et dont le pouvoir policier n'a jamais fait dans l'humanitaire lorsqu'il s'agit de mater les révoltes et les manifestations, sont particulièrement mal placés pour mettre en avant leur capacité à « protéger des civils » ou à promouvoir la « démocratie ».

Les révolutions qui secouent le nord de l'Afrique perturbent grandement les visées impérialistes et font peser une menace sur l'approvisionnement pétrolier de l'occident dans les prochaines années. La révolution libyenne sur laquelle le monde de la finance et ses valets politiques comptait pour terrasser Mouammar Kadhafi n'a pas pris la tournure espérée. L'alliance euro-étasunienne, comprenant qu'elle avait perdu la main, se devait de réagir et elle a choisi la pire des solutions : la guerre qui doit être comprise comme étant l'échec de la diplomatie, en même temps qu'elle doit s'interpréter comme un acte supplémentaire de rapine. La France, jadis pays des Droits de l'Homme, aurait dû se situer au-dessus de la mêlée et ne pas hurler avec les loups, surtout quand la meute lorgne avec insistance sur les réserves pétrolières d'un pays souverain.

Quitte à aller à contre-courant de la pensée dominante tout en prônant le dialogue, l'écoute et le renforcement de la diplomatie, j'affirme, plus que jamais, qu'il n'y a pas de guerre juste, qu'il n'y a pas de conflit noble et que l'ingérence dans les affaires d'un État souverain, et a fortiori son occupation, sont à combattre et à dénoncer, avec force. Il appartient au peuple libyen et à lui seul d'écrire son histoire et de décider de son avenir.

En ce jour de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie, osons porter une autre voix, une autre voie, celles de la paix, du désarmement, de la solidarité, de l'amitié entre les peuples et dénonçons les comportements guerriers irresponsables de la France.

René Balme

maire de Grigny (Rhône)  
Le 19 mars 2011 à 22h00